

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION DE LA PLANIFICATION

3

OFFRE DU CABINET PAPE JEAN FALL
portant sur
L'ETUDE POUR LA REALISATION DE PROGRAMMES
D'INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES

OFFRE TECHNIQUE



Mai 1999





I. CONTEXTE

Le Sénégal a entreprise depuis plusieurs années des initiatives visant à limiter l'ampleur de la pauvreté au travers de programmes aussi divers que variés.

Dans ce registre, on peut citer :

- le programme d'actions de génération de revenus et de création d'emplois par le biais des travaux HIMO avec la mise en place de l'AGETIP ;
- la création du projet de Nutrition Communautaire...

Il convient de signaler par ailleurs, que les effets de la dévaluation du franc CFA, combinés à la mise en œuvre d'importants réformes structurelles ont sensiblement contribué à un redressement de la situation économique du Sénégal.

Ces développements au plan macro-économique ne se sont pas malheureusement traduits par une nette amélioration des conditions de vie des populations défavorisées.

Cette situation a amené les populations à réagir collectivement ou individuellement pour lutter contre la détérioration de leur niveau de vie.

Malgré les efforts entrepris de part et d'autre, il a été constaté tant en ce qui concerne les projets et programmes que les stratégies développées que leur mise en œuvre laisse des localités et des couches sociales qui ne sont pas touchées en raison, soit par le fait d'un ciblage géographique, soit par le fait d'un arbitrage dans l'affectation des ressources.

En réponse aux différents facteurs explicatifs du phénomène de la pauvreté, l'exercice de planification engagé dans le cadre de l'élaboration du IX^{ème} plan National d'Orientation pour le Développement Economique et Social (1996-2001), de lutte contre la pauvreté a été intégré dans les orientations stratégiques retenues pour une amélioration de la compétitivité de l'économie et le développement humain durable.

Cette option stratégique a amené le Gouvernement du Sénégal à adopter son programme de lutte contre la pauvreté et à s'inscrire actuellement dans la mise en œuvre d'un programme pilote de lutte contre la pauvreté dans les départements les plus pauvres non encore couverts par un programme similaire.

II. COMPREHENSION DE LA MISSION

L'objectif de l'étude étant « de réaliser suivant une approche participative, pour les communes et les communautés rurales des départements retenus, un Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) qui contribue à la lutte contre la pauvreté » ; il s'agira pour la mission, de s'enquérir dans un premier temps des renseignements existants sur les collectivités locales cibles au travers des différents documents comme les PLD, PDU, les PIC..., et de les réactualiser avec le niveau de participation requise des bénéficiaires.

Au termes de cet exercice, la mission établira après une analyse approfondie des données recueillies, un bilan diagnostic exhaustif sur l'état de la pauvreté avant de réactualiser les orientations de développement à moyen et long termes.

La pré-identification de la formulation des Programmes d'Investissements Prioritaires et les propositions d'un dispositif qui définit le mode de pilotage des PIP ainsi que les procédures de transfert, de décaissement des ressources au profit des bénéficiaires et du suivi-évaluation termineront une première étape importante de la mission.

Cette étape sera suivie d'une restitution sanctionnée par la validation par les bénéficiaires qui déterminera le contenu définitif des PIP.

III. PRESENTATION DE LA DEMARCHE

La démarche proposée par le Cabinet pour l'élaboration de Programmes d'Investissements Prioritaires (**PIP**) est une démarche souple et participative pour répondre aux objectifs fixés par le gouvernement à travers les termes de référence formulés dans ce sens et qui fait l'objet de la présente offre.

Elle tire sa justification dans les limites objectives des outils de planification déjà mis en oeuvre.

Les Programmes d'Investissements Prioritaires qui seront élaborés à l'issue de la démarche ambitionnent d'être des cadres de référence réalistes pour des investissements capables de réduire durablement la pauvreté. L'horizon temporel des PIP est fixé sur une durée de trois années.

Il convient néanmoins de signaler que la démarche proposée pour l'élaboration des PIP tient compte de l'existence des Plans locaux, communaux et régionaux existants.

Dans cette perspective, l'objectif premier à atteindre doit être l'appropriation par les populations de la démarche, et par delà, les résultats auxquels elle aboutit. C'est dans ces conditions seulement que la participation devient optimale, parce qu'ayant engendré l'éveil des populations à la conscience de leurs problèmes et la compréhension des données qui déterminent leur situation.

Pour mener la réflexion à ce stade de maturité, une sensibilisation conséquente qui est fondée sur une bonne connaissance du sujet et s'appuyant sur les différents partenaires au développement peut constituer une voie de salut.

Ainsi, partant du postulat selon lequel, le développement est une action coordonnée et systématique qui, en réponse aux besoins ou à la demande sociale, vise à promouvoir le progrès global d'une collectivité territoriale, la démarche doit déboucher sur l'identification et l'élaboration d'actions de développement qui prennent en compte les préoccupations majeures des populations.

D'ailleurs, il n'est plus de mise aujourd'hui, que le développement soit envisagé comme étant le résultat d'initiatives dispersées.

Avec une programmation systématique reposant sur un plan émanant des populations et un appui conseil plus soutenu des partenaires au développement, les collectivités locales pourront éviter de sombrer dans les erreurs du passé, pour fructifier les acquis et asseoir ainsi, un développement local durable et autocentré.

III.1. PREPARATION DE LA DEMARCHE

Une fois l'information et la sensibilisation bien faites, la mise en œuvre de la démarche requiert la participation de tous les acteurs du développement de la collectivité locale.

En effet, plus qu'une étape, la participation de ces acteurs dans le processus du développement communautaire constitue un préalable pour une collectivité locale désireuse de s'engager dans un exercice de planification locale participative.

III.1.1. Information et sensibilisation

En s'engageant dans ce processus, l'organe de la collectivité locale avec l'appui du Cabinet et des techniciens de l'Etat, commence par l'identification des différents partenaires intervenant dans le développement économique, social et culturel de la localité.

Pour mener à bien cette phase, la collectivité doit désigner une commission dont les membres seront chargés avec les structures d'appui - conseil, d'élaborer et d'exécuter un programme d'information et de sensibilisation auprès des partenaires identifiés.

Cette phase de sensibilisation et d'information devra être axée sur l'intérêt, les objectifs, la méthodologie et le calendrier d'élaboration du PIP. Ces rencontres devront aussi permettre aux partenaires de la collectivité locale d'exprimer leur sentiment sur la gestion des affaires communautaires mais encore de mieux faire connaître leur organisation ou structure auprès des élus locaux, leaders des OPA et agents des services d'encadrement techniques.

Ces partenaires au développement de la communauté rurale ou de la commune peuvent être, à titre indicatif, recherchés à trois niveaux : les organisations d'auto -

promotion, les structures et services étatiques et les institutions et organisations non gouvernementales.

III.1.2. La revue littéraire

Dans la préparation de l'exercice, il est nécessaire de porter une attention particulière aux travaux et études déjà réalisés et disponibles sur la collectivité locale.

L'exploitation correcte des documents de planification antérieurement élaborés, des plans d'actions sectoriels (foncier, sanitaire, hydraulique, pastoral,...) de rapports de stage, mémoires de fin d'études et documents de préparation des projets locaux permet à l'équipe de planification de gagner du temps dans les phases ultérieures mais aussi d'éviter des duplications et des chevauchements.

III.1.3. Etablissement d'un calendrier d'opérations

La phase préparatoire doit déboucher sur l'établissement d'un calendrier de réalisation du PIP qui tient compte des préoccupations des différents acteurs identifiés et de la date butoir pour la réalisation de l'étude fixée par les autorités étatiques.

Dans ce calendrier, l'organe de la collectivité locale doit convenir avec ses partenaires des différentes tâches à accomplir, des résultats attendus, du temps nécessaire, des moyens matériels, humains et financiers à mettre en œuvre et de leur prise en charge.

Durant tout le processus, le conseil rural ou municipal, à travers leur commission de planification, doit veiller au respect de l'exécution correcte des tâches qui ont été assignées à chaque partenaire. Cette commission s'attachera des compétences techniques requises.

III.2. ACTUALISATION DES PLANS EXISTANTS

Cette opération porte essentiellement, d'une part, sur la partie monographique des plans de développement et, d'autre part, sur les aspects liés au bilan diagnostic de ceux-ci.

III.2.1 Actualisation des monographies

Les informations nécessaires à l'actualisation des données monographiques sont souvent éparpillées au niveau des différentes structures intervenant dans le développement local. Il s'agira précisément de les collecter et les agréger au niveau communautaire. Les services étatiques constituent un lieu de convergence et de stockage de l'essentiel de ces données. Les résultats de la revue littéraire compléteront certainement les informations monographiques existantes.

III.2.2. Actualisation du Bilan - Diagnostic

A ce niveau, l'équipe de planification, sur la base d'une approche participative, procédera à l'analyse par secteur d'activité des atouts, contraintes et solutions proposées. Les acteurs devront privilégier la recherche de solutions locales maîtrisables par les populations.

Cet exercice nécessitera un dialogue fécond et soutenu entre les populations, les techniciens, les autorités locales ...

Les organes des conseils ruraux et municipaux devront valider, à chaque étape, les résultats issus du diagnostic et restitués sous forme pédagogique appropriée par l'équipe de planification.

En somme, les travaux d'actualisation pourront être, à titre indicatif, organisés sur le terrain en suivant les étapes suivantes :

- a. Elaboration de monographies par secteur d'activités avec l'appui des différents services techniques locaux;
- b. Synthèse des monographies sectorielles par collectivité locale;
- c. Restitution de la synthèse des monographies sectorielles aux responsables des services techniques locaux, aux niveau des villages centre et aux autorités locales par les élus locaux;
- d. Etude diagnostique thématique sur la base d'une méthode participative au niveau des différents terroirs villageois ou quartiers par l'équipe pluridisciplinaire de planification locale ;
- e. Synthèse communautaire des études diagnostiques par thème des terroirs villageois ou des quartiers par l'équipe pluridisciplinaire de planification locale
- f. Restitution des synthèses monographiques et d'études diagnostiques aux des villages centre ou des quartiers par l'équipe de planification locale ;
- g. Définition des hypothèses de développement de la localité par l'organe de la collectivité locale.

- i. Définition par l'organe de la collectivité des axes prioritaires de développement de la circonscription administrative ;
- j. Elaboration du pré - PIP et validation par un Comité Local de concertation et la collectivité locale.

III.3. DEFINITION DES AXES DE DEVELOPPEMENT

L'analyse diagnostique permet d'identifier une foule de problèmes auxquels les populations locales sont confrontées et dont une résolution pourrait permettre d'enclencher un processus de développement local intégré et durable.

Ces propositions de solutions, pour lesquelles s'est dégagé un consensus durant les phases précédentes de restitution et de validation, devront faire l'objet d'une analyse plus approfondie afin de faire ressortir les relations de cause à effet entre les différents problèmes soulevés.

En effet, dans le bilan diagnostique du plan, les difficultés sont consignées par secteur d'activités et la synthèse des problèmes soulevés ne fait pas souvent ressortir les interrelations entre secteurs.

Afin de déboucher sur des propositions concrètes d'actions à entreprendre, l'équipe d'animation, doit d'abord amener les populations et les techniciens à formuler chaque problème sous forme de solution à mettre en œuvre. Ensuite, les solutions proposées seront classées en grappes en fonction de leur interdépendance.

Enfin, pour chaque action (solution) retenue par les populations, les facilitateurs amèneront celles-ci à répondre aux questions suivantes :

- ➔ Qui doit la faire ?
- ➔ Avec quel moyen ?
- ➔ A quelle période ?

III.4. IDENTIFICATION DES ACTIONS PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT

Sur la base des hypothèses de développement définies par le conseil rural au cours de la phase précédente, les acteurs du développement de la communauté rurale doivent se livrer à l'identification des axes de développement et en définir ceux qui sont jugés prioritaires et pour lesquels ils sont en mesure actuellement de s'engager pour leur réalisation.

Ces axes prioritaires de développement doivent être suffisamment réalistes, maîtrisables par la population et clairement définis.

III.5 ANALYSE DES ACTIVITES ET DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Cette phase va déboucher sur l'identification et la définition des mécanismes de mise en œuvre des activités nécessaires pour la réalisation des objectifs de développement de la collectivité locale.

Cette démarche méthodologique sera axée sur une bonne description de la situation future à atteindre appelée aussi hypothèse de développement après solution des problèmes.

Enfin, tout en identifiant l'activité et l'objectif recherché, le Cabinet s'emploiera à en définir les suppositions, les indicateurs, les acteurs et les coûts sommaires.

Le processus de réalisation des axes prioritaires de développement (APD) sera alors fonction des hypothèses de développement dégagées par la collectivité locale, des ressources mobilisables et disponible dans le cadre de ce programme.

Une fois les problèmes énumérés et des propositions de solutions consensuelles dégagées, il convient de systématiser les problèmes dans leurs relations de cause à effet, le tout autour d'axes de développement généralement reconnus comme un problème central dont la résolution permet d'envisager l'atteinte d'un autre objectif global dans le développement local.

Les axes de développement, une fois identifiés, sont classés par ordre de priorité en fonction de l'horizon temporel du plan et des ressources financières disponibles.

III.6. PRIORISATION ET PROGRAMMATION DES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

Une fois les activités retenues et analysées et les objectifs définis, il s'agira de les prioriser en déterminant pour chaque activité un échéancier de réalisation. Cet exercice doit se mener en se référant à l'horizon temporel du plan.

Pour la priorisation des activités, les animateurs du Cabinet mettront à la disposition des populations une gamme d'outils tirés des méthodes de planification participative.

Cette phase permettra aux élus locaux de dresser annuellement l'état prévisionnel des dépenses d'investissement à réaliser.

III.7. ELABORATION DES PROJETS PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT

Chaque projet retenu devra faire l'objet d'un plan de financement détaillé et les mécanismes de r'entretien de l'investissement.

Les résultats de ces études peuvent conduire à la remise en cause des étapes précédentes. C'est dire qu'il faudrait prendre autant de temps nécessaire pour une itération inhérente à la démarche.

III.8. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS A LA FAVEUR DES RESSOURCES DISPONIBLES

Le Cabinet appuiera l'organe de la collectivité locale sur la base des études techniques et financières des projets à réaliser, procède de la programmation des investissements.

La programmation des investissements contenus dans le plan sera guidée par le principe de l'annualité.

III.9. LA MISE EN FORME DU PROJET DE PLAN

La collectivité locale sera assisté par le Cabinet pour constituer une commission technique chargée, en collaboration avec les techniciens locaux ou toute autre structure d'encadrement, de mettre en forme la synthèse des travaux sous forme de proposition de plan d'actions prioritaires et d'investissements communautaires.

Cette commission veillera à la conformité du document avec les différentes décisions retenues et sera l'interlocuteur des techniciens chargés de la rédaction. Elle recherchera aussi, si nécessaire, toute information complémentaire utile pour le finissage du document.

Elle sera aussi maître - d'œuvre pour la restitution finale aux différentes instances de validation et d'appui - conseil du plan. Leurs différents travaux doivent être sanctionnés par un procès-verbal adressé au président du conseil rural ou municipal.

III.10 . ADOPTION ET VULGARISATION DES PIP

III.10.1. Adoption

Conformément aux dispositions réglementaires relatives à la gestion des collectivités locales, le plan sera soumis aux autorités administratives compétentes pour approbation.

III.10.2. La Vulgarisation

l'organe de la collectivité locale à travers sa commission technique organisera une série de rencontres avec les différents partenaires de la zone pour une information/restitution du PIP.

Enfin, cette campagne devra être soutenue et relayée par les médias, de préférence, ayant une bonne couverture de la collectivité locale et un impact sur les populations locales.

III.11. MECANISMES DE PILOTAGE

Le Cabinet suggérera à la collectivité locale la mise en place d'un Comité Local de Concertation (CLC) pour le suivi et l'orientation stratégique du programme d'investissement prioritaire. Ce comité inclura dans sa composition toutes les organisations d'initiatives locales et les partenaires au développement intervenant

dans la collectivité locale. Ce comité pourrait être déconcentré au niveau terroir villageois ou quartier.

En tout état de cause, l'organe de délibération de la collectivité locale reste autonome et veille à la mise en œuvre cohérente du programme d'investissement prioritaire de sa localité.

III.12. MECANISMES DE FINANCEMENT

Le PIP sera financé à partir du budget de l'Etat et empruntera le circuit du trésors public.

Son fonctionnement relèvera des procédures publiques en matière de financement de développement local en vigueur.

Toutefois, des dispositions particulières devront être envisagées en vue de garantir la transparence, la simplicité et l'efficacité des mécanismes de décaissement. Dans ce sens, l'ouverture d'une ligne spéciale de crédit pourrait être ouverte et mise à la disposition des Organisations à la base sollicitent des micro-projets directement productifs et remboursables à la collectivité locale. Ceci pourrait se faire par le biais du comité local de concertation dont la mise en place est suggérée dans notre démarche.

IV. ORGANISATION DE LA MISSION

IV.1 ORGANISATION DU PERSONNEL

Le cabinet mettra à la disposition de la collectivité locale des personnes ressources ayant une bonne expérience en matière de planification locale de développement.

Coordonateur technique : Mamadou Makhtar FALL, socio-économiste, Planificateur, ancien coordonateur du Programme National de Planification à la base, a capitalisé une trentaine d'années d'expérience dans le développement local .

Coordonateur du Comité de rédaction : Amath WADE, socio-économiste, spécialiste de l'évaluation des projets, totalise plus de dix ans d'expérience au Sénégal et dans plusieurs pays africains

Superviseur technique : Aboubacar THIELLO, économiste spécialiste en évaluation de projets, qui totalise plus de vingt ans d'expérience dans le domaine en sus d'une pratique éprouvée de l'appui au développement en milieu rural, particulièrement les ONG

Superviseur technique : Pape Souleye DIEYE, ancien Chef du service régional du développement à la base de Kaolack, socio-économiste planificateur , totalise une trentaine d'années d'expérience dans le domaine

Superviseur technique Babacar CISSE, Spécialiste en développement local et en gestion urbaine, ancien responsable chargé du patrimoine et des affaires domaniales de la Communauté urbaine de Dakar

Superviseur technique : Cheikh Oumar NDIAYE, Ingénieur des Travaux d'aménagement du territoire , environnement et gestion urbaine, Spécialiste en diagnostic participatif.

Ces superviseurs interviendront selon le découpage suivant :

Zone 1	Dakar (1)
Zone 2	Thiès et Diourbel (4+5)
Zone 3	Louga et Saint Louis (5+4)
Zone 4	Kaolack et fatick (5+5)
Zone 5	Tambacounda et Kolda (5+6)
Zone 6	Ziguinchor (5)

Ces personnes ressources assureront la coordination de l'intervention des équipes de terrain et veilleront à la cohérence et au respect de la méthodologie ci dessus décrite.

Elles assureront un appui logistique et matériel aux équipes , l'information, la mise à niveau et l'appui au personnel de terrain, la rédaction des rapports intermédiaires et du rapport final ainsi que leur présentation aux instances de pilotage de l'étude (Comité local de concertation et Comité de pilotage).

Ces personnes ressources seront accompagnés sur le terrain par des agents désignés par le comité de pilotage ou la DPE afin de permettre une concertation permanente entre le Comité de pilotage et le cabinet en cours d'exécution de la mission

L'équipe interviendra sur le terrain à raison 3 jours pour les activités d'information , de sensibilisation et l'établissement du calendrier d'exécution spécifique à chaque zone.

Suite à cette activité, les superviseurs en rapport avec les techniciens régionaux, mèneront des visites dans les sites afin de corriger sur le terrain les éventuels défaillances constatées 5 jours).

Ils assisteront aux séances de restitution et de définition des axes prioritaires de développement (5 jours) et ssurent la correction finale du PIP élaboré par les techniciens régionaux (5 jours).

Dans une deuxième phase les coordonateurs et un superviseur procéderont à la rédaction du document final sur jours

Le Cabinet constituera aussi une équipe de techniciens des structures déconcentrées de l'Etat ayant une compétence avérées dans le domaine de l'étude.

Un noyau dur sera mis en place autour des agents des services suivants :

[illegible]

Les missions exécutées par le cabinet ont principalement concerné la formulation , l'évaluation , le management et le renforcement institutionnel de programmes et projets d'investissement, tant au plan de l'entreprise que régional et national.

Pour le compte du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) , le cabinet a réalisé plusieurs études liées au renforcement institutionnel de programmes et projets d'appui au secteur privé au Mali , en Côte d'Ivoire , au Burkina Faso , en Guinée , au Bénin , au Cameroun et au Ghana .

La mission effectuée en Guinée ,avec l'ONUDI comme agence d'exécution , aura permis au cabinet de contribuer à l'élaboration d'un programme cadre d'appui au secteur privé dans les volets sectoriel , financier et institutionnel pour la dynamisation des groupements professionnels , l'amélioration de la concertation Etat/Secteur privé , la coordination des projets d'appui au secteur privé , la dynamisation des groupements professionnels , la rationalisation des services publics et la mise en place d'une agence d'exécution nationale autonome au plan organisationnel et financier .

Avec l'Union européenne (UE) et la Caisse française de développement (CFD), le cabinet a participé à la formulation du programme de développement de la PME PMI au Sénégal et à la mise en place et l'animation des organes de gestion du programme dont le Comité de pilotage .

En ce qui concerne les activités de terrain , le cabinet a géré l'antenne de crédit de Podor au nord du Sénégal avec une participation active au niveau de la définition et l'ajustement de la stratégie d'investissement par une présence effective au comité de Pilotage et la réalisation et le suivi des investissements sur le terrain.

Parallèlement , des missions d'évaluation de programmes de soutien aux entrepreneurs ont été réalisées par le cabinet dans le cadre des programmes spécialisés de l'ACCT , notamment en ce qui concerne la promotion du secteur informel , la mise en place d'un fonds francophone de garantie pour les créateurs d'entreprises et la promotion des affaires avec le Forum francophone des affaires .

Avec l'ACDI , des missions ont été réalisées dans le cadre du programme d'appui au secteur privé (PFPS) pour la détermination des besoins de formation d'entreprises en activité et l'évaluation du programme mis en œuvre au Sénégal par cette institution .

Au plan national , le cabinet, par son principal dirigeant, est impliqué dans la problématique de consolidation et de développement du secteur privé national et a participé activement , comme Secrétaire général d'un groupement patronal (CNES) pendant quatre ans , aux négociations et **concertations entre le secteur privé et l'Etat ainsi qu'au management des principaux projets d'appui** au secteur privé mis en place par les partenaires extérieurs du Sénégal .

Entre 1997 et 1999, le cabinet a participé activement à la formulation **du programme cadre pour le développement du secteur privé en GUINEE**, la formulation du Document d'appui au programme et la restructuration du principal instrument de promotion des investissements directs locale.

Le programme cadre inclue, outre les activités de soutien direct à la production, celles permettant aux collectivités locales de mettre en place et gérer des infrastructures matérielles et institutionnelles favorables à l'investissement.

Au Sénégal, le cabinet est intervenu entre 1998 et 1999 dans la **formulation de propositions consensuelles pour la mise en place d'une stratégie de promotion des investissements et des exportations** de nature à permettre au secteur privé de se développer dans le contexte des nouvelles responsabilités que lui attribue l'Etat dans le cadre de sa stratégie de développement.

Entre 1990 et 1993, le cabinet a assuré la **gestion de l'antenne de crédit du projet FED/PME** à Podor et assuré, comme membre du Comité de pilotage et du comité de crédit du projet F.E.D/P.M.E. une participation effective à la **promotion des investissements en milieu rural**.

V.2 REFERENCES DES CONSULTANTS

CURRICULUM VITAE

1. ETAT CIVIL

Prénom	: Amath
Nom	: W A D E
Date et Lieu de Naissance	: 25 Août 1952 à Saint-Louis (Sénégal)
Nationalité	: Sénégalaise
Situation Matrimoniale	: Marié - Deux (2) enfants

2. ETUDES

Cycle Universitaire : Université de Dakar 1974 à 1977

Diplôme d'Etudes Universitaires Générales

Université de Bordeaux 1 (France) 1977 à 1980

Licence es Sciences Economiques

Maîtrise es Sciences Economiques

Cycle Post-Universitaire (3^e Cycle) : Bordeaux 1 (France) 1980 à 1981

Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (D.E.S.S.) de Contrôle de Gestion et d'Organisation Administrative

3. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1993 à 1995 : Groupe Bancaire Meridien - BIAO S.A.

Premier Poste : Credit Assistant of Executive Vice-President

Recrutement : Sur proposition du Groupe Meridien - BIAO S.A.

Responsabilités : Etude des Dossiers de Crédit dont le montant excède les pouvoirs des Directeurs Généraux des banques de la zone UEMOA, plus le Ghana, le Nigeria et la Gambie.

Préparation des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales de ces banques.

Administrateur représentant Meridien - BIAO S.A. au Conseil d'Administration de la banque Meridien - BIAO Niger.

Deuxième Poste : Chef de Mission d'Inspection du Réseau Bancaire

Missions d'Inspection des banques du Togo, du Niger et du Cameroun

Chef de Mission d'Inspection des banques du Mali, de Centrafrique et du Burundi

1989 à 1993 : Activités de Consultant

Mission de Redémarrage des activités de la Grande Imprimerie Africaine (suite acquisition par des privés sénégalais)

Fonctions exercées : Administrateur - Directeur Général (1991 / 1992)

Mission de la **Banque Africaine de Développement** (B.A.D. août 1993)

*Achèvement d' un Appui Institutionnel à une Banque de Développement (Tchad)

*Préparation d'une Ligne de Crédit financée par la B.A.D. pour renforcer les ressources de la Banque de Développement (Tchad)

Diverses Missions et/ou Etudes Financières de 1989 à 1991

Secteur Agriculture et Pêche : Etude d'implantation diverses unités de production
Secteur Etablissement Financier: Dossier d'agrément approuvé par la BCEAO et la Commission Bancaire.

Travaux effectués en 1996 :

Etude pour Extension du champ des activités d'un Etablissement Financier
Etude pour la Cession des Actions d'un Etablissement Financier

1984 à 1988 : Groupe Bancaire Dar Al Maal Al Islami

Premier Poste : Chef du Département Administratif et Financier

Recrutement : Sur proposition du Groupe Bancaire
Responsabilités : -Supervision du Service Comptable - Confection Etats Financiers
-Gestion de la Trésorerie
-Supervision du Service Juridique et de l'Administration
-Secrétaire et Membre du Comité de Gestion et de Financement
-Secrétaire du Conseil d'Administration

Deuxième Poste : Contrôleur Interne

Responsabilités : -Contrôle journalier des Opérations et de la Caisse (Exploitation, Crédit, Administration)
-Contribution à l'élaboration d'un Manuel de Procédures Internes
-Préparation du Budget
-Rapports Mensuels de Contrôle

Troisième Poste : Directeur Administratif du Bureau Régional

Responsabilités : -Préparation et Négociation pour signature Convention d'Etablissement du Bureau Régional de D M I-Trust
-Installation du Bureau Régional à Dakar
-Assistance aux six (6) filiales dans préparation et centralisation des Plans d'Action
-Confection "Progress Report" (Eléments d'Information sur la situation financière des filiales; Etude Economique sur les pays d'accueil).
-Gestion du Bureau Régional

4. DIVERS

Travaux Récents (1996) : Etude pour l'Implantation d'un Bureau de Change Manuel (à la faveur des réformes prévues sur le Marché des Changes)

Connaissances en Informatique :

- Tableurs : Quatro-Pro ; Excel
- Traitement de Texte : WordPerfect ; Word
- Environnement : MS-DOS ; Windows

Connaissances en Bureautique :

- Diagramme de Circulation des Documents Administratifs
- Méthodes de Classement
- Utilisation tous appareils et / ou système de communication

5. LANGUES

Français	: langue de travail
Anglais	: lu, écrit et parlé
Espagnol	: lu, peu écrit, peu parlé
Ouoloff	: langue maternelle

6. CONTACTS

Adresse : B.P. 3935- Dakar - SENEGAL
 Téléphone : (221) 822 20 31
 Fax : (221) 821 71 39

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1992 : Consultant Indépendant

- **Contrat d'appui technique**, pour le compte de l'ACAPES dans le cadre du processus d'accompagnement de la Mutuelle d'Epargne et Crédit des Femmes du Mouvement Social
(ACAPES)-MECFAM / **Elaboration d'un Manuel des Procédures Administratives et Financières de la MECFAM**(du 30/12/1998 au 20/01/1999).
- **Suivi bimestriel** du Programme FAFD/UNIONS :Epargne - Crédit et Petites Unités Economiques, pour le compte du Projet d'appui aux ONGs/USAID, du 02 au 06/11/1998.
- Elaboration d'une **Etude de factibilité** pour la réalisation d'une **Unité de production de balais et brosses** à Dakar, pour le compte de la FONDATION SECTEUR PRIVE.
- **Contrat d'appui technique** pour le compte de l'ONG National Concil Of Negro Women - NCNW, dans le cadre de la mise en place d'un **Fonds de développement**, destiné aux femmes de la FAFS(Fédération des Associations Féminines du Sénégal) - Septembre/Octbre 1997
- **Suivi trimestriel** du projet de l' ONG CONACAP, en vue de voir dans quelle mesure le plan d'action est mis en oeuvre, et partant mesurer l'état d'exécution des recommandations formulées précédemment. Mission effectuée pour le compte du PROJET D'APPUI AUX ONG/USAID du 08 au 12-07-97.
- **Suivi trimestriel** du Programme FAFD/Unions : Epargne-Crédit et Petites Unités Economiques pour le compte du Projet d'appui aux ONGs/USAID du 23 au 28 juin 1997
- **Evaluation finale** de l'ONG ARAF/ Gossas, pour le compte du PROJET D'APPUI AUX ONG/USAID du 18 au 24-06-1996.
- **Redimensionnement** du projet "REGENERATION DES SOLS ET DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-ECOLOGIE DANS LES REGIONS DE THIES" de l'ONG ASPAB de THIES, mission effectuée du 11 au 17-03-1996, pour le COMPTE DU PROJET D'APPUI aux ONG.
- **Redimensionnement** du projet "PROGRAMME D'APPUI AUX ACTIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT DE TIVAOUANE" de l'ONG RADi du 22 au 30-01-1997.
- **Evaluation à mi-parcours** de l'ONG Caritas Kaolack dans le cadre de la subvention obtenue du Projet d'Appui aux Ongs, pour appuyer les organisations de base dans leur développement. Intervention sur le terrain du 22 au 27 mai 1995.
- **Enquête sur les pratiques commerciales** et diagnostic du mode de gestion des petites entreprises agro-alimentaires, pour le compte du groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) Avril - Septembre 1994.
- **Elaboration d'études de factibilité** de projets, pour le compte de particuliers et de sociétés de la place. Assistance/conseils en matière

de recherche d'exonération fiscale, de financement bancaire et de suivi de la mise en place des investissements.

- **Diagnostic du système de gestion** et mise en place d'une organisation administrative et financière au sein de la Société IPS (Ingénierie Profilierie du Sénégal), sise à la zone industrielle de bourguiba à Dakar - 1993/1994.
- **Etude économique et financière** du projet de réalisation du 2^{ème} programme de 200 logements à Nord Foire et assistance en matière de recherche de financement, pour le compte de la Société immobilière de la Presqu'île - SIPRES - rue Aimé Césaire - Dakar - Mai/juin 1994

1990-1992 : CONSULTANT RATTACHE AUX CABINETS

- Contrat de consultance avec le B.AOS (Bureau d'Accueil, d'orientation et de suivi des actions de réinsertion des Emigrés) du Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé des Emigrés, pour la réalisation d'études de factibilité de projets initiés par les émigrés et financés par la caisse Française de Développement ex. C.C.E, du 18/09 au 18/10/1991.
- Mission effectuée pour le compte du Cabinet ABC au projet FED/PME de Podor.
Evaluation du système de financement et de suivi des projets, et proposition d'un système de suivi plus adapté.
- Evaluation, pour le compte de la SONEPI (Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle) d'études de projet destinée aux diplômés de l'enseignement supérieur et soumis au financement de la DIRE (Délégation à l'Insertion, à la Réinsertion et à l'Emploi) 1990.

1987 - 1989 : Chef du Département, par Intérim, du Crédit Industriel et Touristique à la SOFISEDT (Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie et du Tourisme).

- Organisation et contrôle du travail des cadres et employés du département
- Examen des documents de prêts à moyen et long terme, et de participation au capital de projets présentés à la SOFISEDT. Appréciation du contenu des études y afférentes faisabilité, ingénierie, marché, avant-projet détaillé, etc...)
- Proposition au Directeur des Engagements, de programmes annuels et pluriannuels de financement de projets relevant des secteurs de l'industrie, du tourisme et des PME.;
- Contrôle des conditions techniques, financières, fiscales, juridiques et autres, de démarrage du projet, en coopération avec tous les services concernés;

- Participation à la préparation du budget annuel de la banque, du calendrier d'évaluation et du plan et programme d'exécution.
- Préparation en collaboration avec les autres départements du rapport trimestriel sur l'état d'avancement des opérations de la banque et contribution à la préparation du rapport annuel d'activité;
- Initiation, développement et entretien de relations étroites avec les banques locales, la SONEPI (Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle) et les Institutions nationales de promotion des entreprises;
- Contrôle du respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur des contrats de prêt et du premier déblocage;
- Examen et suivi de l'exécution financière des projets;
- Appréciation et conseils sur les procédures et modalités de consultation, de sélection et de passation des marchés et contrats, ainsi que de tous les problèmes pouvant surgir au cours de la réalisation du projet;

1981-1987 : ANALYSTE FINANCIER / SOFISEDIT

- Chargé d'évaluer les projets industriels et touristiques présentés à la SOFISEDIT pour financement, et aussi chargé de promouvoir les petites et moyennes entreprises - PME, notamment celles initiées par les diplômés de l'enseignement supérieur, les émigrés, etc...
- Gestion du portefeuille des prêts accordés aux entreprises, principalement au niveau de la supervision et du suivi de leur réalisation;
- Représentation de la SOFISEDIT auprès des organismes extérieurs de promotion et de financement des projets (réunions, missions conjointes, formation, etc...)
- Affectation à la Direction de l'Exploitation en qualité d'Exploitant PME, de septembre 1986 à février 1987;
- Membre du Secrétariat Permanent du Groupe SONEPI/SONAGA/SOFISEDIT, chargé de développer le secteur de la PME sénégalaise.

1976-1981 : Chargé d'Etudes à la SONEPI

- Réalisation d'Etudes de projets nouveaux, d'extension et de réhabilitation;
- Chef de la cellule suivi des projets au service de Etudes;

- Contrôleur de gestion des sociétés bénéficiaires du concours du fond de participation et de Garantie (environ une trentaine d'entreprises relevant de plusieurs secteurs d'activité);
- Etablissement de budgets prévisionnels mensuels et annuels, et suivi de l'exécution desdits budgets;
- Rapports périodiques de visites en vue de l'élaboration du rapport d'activité de la cellule Suivi des Projets;
- Directeur par Intérim de la Société de gestion du domaine Industriel de Thiès (SODITH) 1976/1977;
- Participation aux missions conjointes d'identification des projets dans les régions du Sénégal, et élaboration d'études sectorielles.

LANGUES

	Parlée	Ecrite	Lue
• Pulaar	Très Bien	Bien	Bien
• Haoussa	Bien	Passable	Bien
• Anglais	Passable	Bien	Bien
• Français	Très bien	Très bien	Très bien

CURRICULUM VITAE

AGRO - ECONOMISTE

I. ETAT CIVIL

Nom de Famille :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Situation matrimoniale :

Adresse professionnelle :

Téléphone:

Domicile :

FALL

Mamadou Mactar

22/09/ 1942 à Sédhiou (SENEGAL)

Marié - 5 enfants

Cabinet PJF, 36 rue Calmette Dakar

822 - 20 - 31 / 821 - 71 - 39

HLM Grand Médine n° 35

II. ETUDES ET DIPLOMES

MASTER OF SCIENCE EN ECONOMIE RURALE

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM) France 1981/1984.

Matières principales

- Analyse du développement - Développement agricole, agro-alimentaire et rural -
Systèmes de production agricole - Gestion des unités de production agricole - Elaboration,
exécution, gestion et évaluation des projets de développement - Planification agro-alimentaire
- Situation nutritionnelle mondiale - Elaboration et évaluation de systèmes de vulgarisation -
Stratégie de développement d'une zone rurale - Analyse des Filières Agricoles.

★ **DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES (DESS)** en Economie du
secteur agro-alimentaire 1982/1983 - Faculté de Droit et de Sciences Economiques Université
de Montpellier (I) France.

Matières Principales

- L'analyse des filières agro-alimentaires - Economie de la nutrition - Economie alimentaire -
les Institutions Professionnelles Agricoles françaises - le Commerce International des produits
agricoles - les institutions internationales de l'agriculture (cas de la CEE) - Gestion des
entreprises.

★ **DIPLOME D'ETUDES APPROFONDIES (DEA)**

En géographie de l'Aménagement (option Espace Rurale) 1981/1982 : faculté de lettres
Université Paul VALÉRY Montpellier (III) France.

Matières Principales

- Cartographie - photo interprétation - Aménagement Rural - Population et Aménagement des
Villages Africains

★ **DIPLOME UNIVERSITAIRE EN ECONOMIE COOPERATIVE 1974/1975**
(Université de Sherbrook Québec Canada)

Matières principales

- Planification - Statistiques descriptive - Economie Politique - Comptabilité de Gestion - Comptabilité Nationale - Analyse Economique - Méthodes d'enquête - Rédaction administrative Sociologie.

★ DIPLOME D'AGENT TECHNIQUE DE L'AGRICULTURE 1959/1962

(Ecole d'Agriculture de Louga (Sénégal))

Matières principales

- Agriculture Générale - Agriculture spéciale - Protection des végétaux - Botanique - Zootechnie - Topographie - Machinisme agricole - physique et Chimie - Mathématique - Techniques de vulgarisation - Français - Rédaction

III. STAGES ET SEMINAIRES

- * Stage sur le machinisme agricole - (Siscoma) Pout Sénégal ;
- * Stage en Gestion des Entreprises - Ecole Internationale de Bordeaux EIB France ;
- * Stage à la Fédération de Québec des Caisses Populaires **DESJARDINS** à Levis (Québec)
- * Stage sur la participation des populations et l'encadrement du développement rural intégré à Montpellier (organisé par l'UNESCO et le Centre Méditerranéen International des Hautes Etudes Agronomiques) ;
- * Séminaire sur la Réforme de l'Administration Territoriale et analyse de petits projets ruraux (organisé par les Centres d'Expansion Rurale, l'**IRFED**, **ENDA** et la **Fondation Konrad ADENAUER** de Dakar) ;
- * Séminaire sur la Gestion des Terroirs Villageois au Centre de Formation des Eaux et Forêts à Thiès ;
- * Séminaire sur la Régionalisation, La Planification et le Financement du Développement Local ;
- * Séminaire de lancement du Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (PGCRN) organisé par l'USAID et le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature à Dakar ;
- * Séminaire sur la validation du Programme d'Action du Conseil Supérieur des Ressources Naturelles et de l'Environnement (CONSERE) à Dakar organisé par l'USAID et le Ministère de la Protection de la Nature et de l'Environnement à Dakar.
- * Colloque National sur la Gestion des Ressources Naturelles du Sénégal organisé par l'USAID et l'ATLAS.

VI. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- * Chef de Centre d'Expansion Rurale Polyvalent (CERP) de 1962 à 1967 à Semmé dans le Département de Matam (Région de Saint-Louis) et de 1968 à 1970 à Fissel (Région de Thiès).

Il s'est agit de coordonner les activités d'une équipe pluridisciplinaire d'intervention en milieu rural composée de techniciens de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et Forêts, de la Santé et de l'économie Familiale Rurale.

- * Adjoint au chef de la Division Actions et Programmes au Secrétariat Exécutif des Centres d'Expansion Rurale de 1976 à 1977 (Formulation de Programmes Nationaux : suivi et évaluation de ces programmes destinés aux cadres du milieu rural et aux agriculteurs).
- * Membre d'une équipe pluridisciplinaire d'étude socio-économique dans la vallée du fleuve Sénégal (OMVS) de 1977 à 1978.
- * Chef de la Division Formation au Secrétariat Exécutif des CERP de 1979 à 1984.
- * Adjoint au Secrétaire Exécutif des Actions des CERP de Juillet 1986 à Janvier 1991.
- * Superviseur des Stages d'Etudes de milieu des étudiants de l'Institut Agronomique Hassan II de Rabat (Maroc) et de l'Institut National de Développement Rural (INDR) actuelle ENSA de Thiès.
- * Consultant FAO sur le rôle des ONG dans la Petite Irrigation gérée par les communautés villageoises ;
- * Chargé de cours à l'Ecole Nationale d'Enseignement Technique Féminin de Dakar ;
- * Coordonnateur National du Programme Planification à la Base financé par la Fondation Konrad ADENAUER au profit des communautés rurales du Sénégal pour la réalisation des plans locaux de développement (P.L.D.).
- * Membre de l'Equipe de formulation du projet "CER, Développement des Communautés Rurales" financé par la Fondation Konrad ADENAUER au profit des communautés rurales de Paos Koto et Déaly.
- * Membre de l'Association pour la Promotion de l'Economie Rurale et du secteur Agro - Alimentaire UER Sciences Economiques 14, Rue Cardinal de Gabelle 3400 Montpellier.
- * Consultant auprès du PNUD et du FENU pour la préformulation du document sur le Fonds de Développement Local (FLD).
- * Coordonnateur du Groupe de Recherche et d'Appui au Développement (GRAD).

V. LANGUES PARLEES

- | | |
|--------------------|-------------|
| * Wolof | * Mandingue |
| * Peulh | * Diola |
| * Créole portugais | * Français |

VI. PUBLICATIONS

- * Collectivités Locales, Administration et Développement Rural au Sénégal : cas de l'Arrondissement de Nguékokh. Mémoire DEA en Géographie de l'Aménagement, Université de Paul VALERY de Montpellier ; Octobre 1982.
- * Le Mouvement Coopératif Sénégalais à la lumière d'une tentative de restructuration. Mémoire DESS, Faculté de Droit et Sciences Economiques de Montpellier, Novembre 1983.
- * Encadrement et Formation Paysanne pour la participation : l'Exemple des CERP. Thèse de Master of Science (Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier), Janvier 1984.

CURRICULUM VITAE

PLANIFICATEUR

ETAT CIVIL

Nom de Famille :	DIEYE
Prénom :	PAPA SOULEYE
Date de naissance :	en 1942
Lieu de naissance :	Diéling Département de Thiès
Sexe :	Masculin
Situation matrimoniale :	Marié
Nationalité :	Sénégalaise
Adresse professionnelle :	Cabinet PJF , 36 rue Calmette Dakar
Téléphone : Bur	822 - 20 - 31 / 821 - 71 - 39
Adresse personnelle :	Kaolack

ETUDES ET VIE PROFESSIONNELLE :

- ◆ De novembre 1948 à juillet 1955 : Elève à l'école Primaire du Champ de Courses de Dakar.
- ◆ De novembre 1955 à juin 1960 : Elève au Lycée Maurice de Lafosse de Dakar.
- ◆ De juillet 1961 à septembre 1964 : Infirmier vétérinaire à l'élevage de Ziguinchor.
- ◆ D'octobre 1964 à juillet 1966 : élève Agent technique d'Elevage à Saint-Louis.
- ◆ De septembre 1966 à octobre 1970 : Agent Technique d'Elevage, Chef du Sous-Secteur de Colobane cumulativement avec les fonctions de membre de l'Equipe du CER, puis Chef de CER par intérim.
- ◆ De novembre 1970 à novembre 1974 : Elève Ingénieur des Travaux de Planification à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar.
- ◆ De novembre 1974 à mai 1975 : Ingénieur des travaux de Planification, Chef de CER de Diakhao (Département de Fatick).
- ◆ De juin 1975 à juin 1976 : Assistant Départemental des CER de Nioro-du-Rip.

- ♦ De juillet 1976 à décembre 1979 : Assistant Régional des CER du Sine-Saloum (Régions actuelles de Fatick et Kaolack).
- ♦ De mai 1977 à juillet 1977 : Stage sur l'Etude et l'Elaboration des Projets Locaux en Belgique.
- ♦ De décembre 1979 à novembre 1981 : Assistant Régional des CER du Fleuve (Actuelle Région de Saint-Louis).
- ♦ De décembre 1981 à juin 1991 : Chef de Service Régional du Développement à la Base de Kaolack.
- ♦ Du 7 au 15 juin 1983 : Participation au Séminaire sur l'Etude et l'Elaboration des Projets avec le CAIDS.
- ♦ De septembre 1987 à octobre 1987 : participation à un Séminaire aux USA organisé par l'USAID dans le cadre du Développement de l'Entreprise Privée.
- ♦ Du 1^{er} juillet 1991 au 30 octobre 1991: Chef de Service Régional du Développement à la Base de Fatick.
- ♦ Du 1^{er} novembre 1991 à Décembre 1996 : Chef de Service Régional du Développement à la Base de Kaolack.
- ♦ Du 24 au 29 Avril 1995 participation au Séminaire de Formation en Gestion des Ressources Humaines organisé par le Ministère de la Modernisation de l'Etat à l'hôtel SAVANA KUMBA DE MBOUR.
- ♦ Du 15 septembre 1995 au 2 octobre 1995 : Participation à un Séminaire sur la Décentralisation en Allemagne.
- ♦ Participation à l'Expérimentation de l'Approche Planification à la Base dans les Arrondissements de Fimela, Ndoffane et Paoskoto.
- ♦ Participation à l'élaboration des Plans Locaux de Développement des Communautés rurales dans les régions de Kaolack, Fatick, Louga, Saint-Louis et Tambacounda.
- ♦ depuis 1998: Consultant au Cabinet Pape Jean FALL

CURRICULUM VITAE

SPECIALISTE DES COLLECTIVITES LOCALES

ETAT CIVIL

Nom de Famille :	CISSE
Prénom :	Babacar
Date de naissance :	en 1959
Lieu de naissance :	THIES
Sexe :	Masculin
Situation matrimoniale :	Marié
Nationalité :	Sénégalaise
Adresse professionnelle :	Cabinet PJF, 36 rue Calmette Dakar
Téléphone : Bur	822 - 20 - 31 / 821 - 71 - 39

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

★ **Chef de la Division du Contentieux , chargé du Patrimoine et des Affaires Domaniales de la Communauté Urbaine de Dakar (février 1989 - décembre 1993)**

- Préparation et suivi des dossiers en justice ; rédaction des conventions et autres accords avec les partenaires nationaux et internationaux ; contrôle de conformité des marchés publics ; études et conseils (élaboration des projets, gestion du personnel, passation des marchés).
- Gestion des biens mobiliers et immobiliers (propriétés domaniales, parc automobile, matériels et équipements divers) = acquisition, affectation, assurance, réforme.

★ **Directeur Adjoint du Centre de Formation et de Perfectionnement du Personnel Municipal de la Communauté Urbaine de Dakar (Janvier 1994 - Avril 1996)**

- Responsable de la gestion administrative du Centre (gestion des ressources humaines, des équipements) et des questions pédagogiques (élaboration des plans de formation, choix des formateurs et définition des méthodes pédagogiques).

★ **Vacataire en Droit du Travail et de la Sécurité Sociale, Droit Administratif et Management à l'Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés et à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée**

- Chargé de cours et travaux dirigés ; Directeur de Mémoires de Fin d'études.

DIPLOMES

- ★ **SENIOR MANAGEMENT DIPLOMA** (The Victoria University of Manchester, Angleterre, 1993)
- ★ **DIPLOME SUPERIEUR EN CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET EN ELABORATION DE TEXTES** (Institut International d'Administration Publique de Paris, France, 1991).
- ★ **DIPLOME D'ETUDES APPROFONDIES (D.E.A) EN DROIT INTERNATIONAL DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE** (Université de Bordeaux I, France, 1986)
- ★ **DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES (D.E.S.S) DE GESTION ADMINISTRATIVE APPLIQUEES AUX COLLECTIVITES LOCALES** (Université de Bordeaux I, France, 1986)
- ★ **CERTIFICAT INTERNATIONAL D'ECOLOGIE HUMAINE** (Université de Bordeaux II, France, 1986)
- ★ **MAITRISE DE DROIT PUBLIC-ADMINISTRATION PUBLIQUE** (Université de Dakar, Sénégal, 1983)
- ★ **BEDFORD STUDY CENTER'S CERTIFICATE OF ENGLISH STUDY** (Bedford Study Center, Angleterre, 1993)
- ★ **CERTIFICATE OF ADVANCED ENGLISH LANGUAGE STUDY** (American English Language Program, 1990)
- ★ **CERTIFICATE OF ENGLISH LANGUAGE** (American English Language Program, 1990).

PRATIQUE DE L'OUTIL INFORMATIQUE

- ★ Word 4 sur Macintosh
- ★ Excel sur Macintosh
- ★ Word Perfect 6.0 su PC
- ★ Lotus 1.2.3. version 5 sur PC

LANGUES DE TRAVAIL

- ★ Français (Excellent)
- ★ Anglais (Score IELTS = 5.5/9) (élaboration de texte, traduction de documents, entretiens)
- ★ Espagnol (entretiens).

TRAVAUX PERSONNELS

- ★ **Déontologie Administrative et Management Public**, (43 pages), ENTSS, Octobre 1995
- ★ **Le Droit Social à l'épreuve du Sous - Développement**, (09 pages), ENTSS, Février 1995
- ★ **La Gestion des Collectivités Locales au Sénégal**, (45 pages), ASDES, Sénégal, Septembre 1994
- ★ **Précis de Rédaction Administrative**, (66 pages, Municipalités Services, Sénégal Décembre 1994
- ★ **Quel Statut pour la Fonction Publique Communale**, (52 pages), APEC Sénégal, Novembre 1994
- ★ **Introducing the Management Information System into the Dakar Urban Community**, (38 pages, IDPM, The Victoria University of Manchester, Angleterre, 1993.
- ★ **Projet de réalisation du marché central aux poissons de la Communauté Urbaine de Dakar**, Etudes juridiques, 1990
- ★ **Organisation et Fonctionnement de l'Usine de Traitement des Déchets Urbains de la Communauté Urbaine de Dakar**, 1992.
- ★ **Homochromie et dyschromie d'un statut : la fonction publique locale au Sénégal**, (10 pages) APEC Sénégal, Novembre 1989
- ★ **Le Bureau Organisation et Méthodes de la Présidence de la République du Sénégal**, IUT "A" University de Bordeaux I, Septembre 1986
- ★ **Le licenciement des agents non titulaires**, (104 pages), COMPTRASEC, Université de Bordeaux I, Septembre 1986
- ★ **La Jurisprudence Sociale de la Cour de Justice de la Communauté Economique Européenne** COMPTRASEC, Université de Bordeaux I, Avril 1986
- ★ **La Sanction Disciplinaire dans la Fonction Publique et dans l'Entreprise Privée**, (45 pages), COMPTRASEC, Université de Bordeaux I, Juin 1986.

SEMINAIRES ET STAGES

- ★ La passation des marchés publics et l'élaboration des contrats administratifs, Dakar, 1989
- ★ La préparation et l'exécution du budget, Dakar, 1989
- ★ L'hygiène et la sécurité du travail, Dakar, 1990
- ★ Analyse et description du poste de travail, Dakar, 1990
- ★ La fiscalité des salaires et revenus, Saly Portudal, 1991
- ★ L'instruction des litiges en matière administrative, Section du Contentieux du Conseil d'Etat, Paris, 1991
- ★ Atelier de formation des formateurs, Dakar, 1993
- ★ Institut International d'Administration Publique de Paris, 1991
- ★ Conseil d'Etat de la République Française, Paris, 1991
- ★ Institut for development Policy and Management, Manchester, 1993
- ★ Glasgow Free Enterprises, Ecosse, 1993
- ★ The Docklands, Londres, Angleterre, 1993
- ★ Front line leadership, Mobil Oil Sénégal, 1996
- ★ Behaviourial Event Interview, Mobil Oil Sénégal, 1996.

CURRICULUM VITAE

A ENAGISTE

ETAT CIVIL

Nom de Famille :	NDIAYE
Prénom :	Cheikh Oumar
Date de naissance :	en 1967
Lieu de naissance :	Tambacounda
Sexe :	Masculin
Situation matrimoniale :	Célibataire
Nationalité :	Sénégalaise
Adresse professionnelle :	Cabinet PJF , 36 rue Calmette Dakar
Téléphone : Bur	822 - 20 - 31 / 821 - 71 - 39

DIPLOMES OBTENUS

- 1994** : Ingénieur des Travaux d'Aménagement du Territoire, Environnement et Gestion Urbaine - Mention BIEN (Diplômé de l'ENEA de Dakar)
- 1996** : Certificat de 1^{ère} Année de Maîtrise en Sciences Economiques
- 1995** : Baccalauréat de l'Enseignement du Second degré, Série B - Mention Passable

DOMAINE DE COMPETENCE

- ★ Suivi et évaluation de projets
- ★ Diagnostic participant
- ★ Identification et montage de projets
- ★ Cartographie
- ★ Plans locaux de développement
- ★ Enquêtes socio-économiques
- ★ Animation
- ★ Alphabétisation

CERTIFICATS

- 1996 : Certificat de Moniteur d'Alphabétisation en langue wolof
- 1995 : Certificat d'Initiation à la Méthode Accélérée de Recherche et Planification Participative (M.A.R.P)
- 1995 : Certificat d'Initiation à la Méthode de Planification des Projets par Objectifs (PPO/ZOPP)
- 1994 : Certificat en Gestion de Projets.

PUBLICATIONS INDIVIDUELLES

- 1996 : Identification des conditions d'implantation du Projet d'Amélioration des conditions de vie à Pikine : Darou Salam IV, Bène Baraque/Yembeul.
- 1995 : L'ECOPOLE de Dakar, de l'assainissement intégral au développement intégral
- 1994 : Contribution des marchés à l'amélioration des finances municipales, cas de la Commune de Guédiawaye (Mémoire de Fin d'Etudes)
- 1993 : Analyse de la problématique du développement régional en collaboration avec les structures étatiques, les ONG, les organismes d'auto - promotion, etc.
- 1992 : Analyse socio-économique d'une concession du hameau de NDIOP (Communauté Rurale de Nguékokh) inventaire des parcelles de production évaluation de la force de travail (en hommes journée - travail et en unités bétail tropical) bilan vivrier, etc.

PUBLICATION DE GROUPE

- 1994 : Etude MARP du village de Sorokh (Communauté Rurale de Patar)
- 1993 : Plan d'Aménagement et de Développement du Terroir (PADT) de la Communauté Rurale de Nguékhoh, Région de Thiès : diagnostic participatif, établissement d'un programme d'actions prioritaires puis d'un projet local intégré
- 1992 : Analyse du village de Tène Toubab (Communauté Rurale de Nguékhokh) suivi agricole, bilan vivrier, origine et destination des revenus (en nature ou en espèce) identification des structures communautaires, hypothèses de développement
- 1992 : Analyse démographique du village de Tène Toubab : recensement, étude des tendances démographiques (taux d'accroissement, de masculinité, temps de doublement de la population) niveau d'équipement agricole des unités socio-économiques,...

SEMINAIRES

- 1995 :** Session sur la méthode Perception - Analyse - Action (éducation environnementale) par ENDA/TM et Enfance et Paix
- 1994 :** Session sur la maîtrise d'ouvrages urbains par l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) et Institut Français d'Urbanisme de Paris (IFU)
- 1994 :** Session sur l'Identification et le Montage de Projets Urbains (ENEA/IFU)

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

depuis 1998: Consultant au Cabinet Pape Jean FALL

- 1996 :** Consultant associé auprès du Programme ECOPOP de ENDA/TM dans l'extension du projet de Yeumbeul (Bène Baraque : Août - Septembre 1996). Organisation partenaire AJYPROS : Animations environnementales de quartiers, supervision d'enquêtes ménage, cartographie
- 1996 :** Consultant auprès du Programme ECOPOP de ENDA/TM dans l'identification du projet de Yeumbeul (Houdalaye, Ouest III, Néma Gandiol janvier 1996). Organisation partenaire ANBEP. Animations environnementales et socio-économiques, supervision d'enquêtes, cartographie, montage sommaire de projet.
- 1995 :** Assistant auprès du Programme ECOPOLE ENDA/TM - Commune de Dakar d'Avril à Juin.
- 1991 :** Commis au service bâtiment de l'OPCE en novembre.